

Amani Cirimwami, Ezéchiél (République démocratique du Congo)

[Original : anglais]

Curriculum vitae

NOM DE FAMILLE :	Amani Cirimwami	
PRÉNOM :	Ezéchiél	
DEUXIÈME PRÉNOM :		
SEXE :	Homme	
DATE DE NAISSANCE :	11 décembre 1983	
NATIONALITÉ :	Congolaise (République démocratique du Congo)	
CRITÈRES RÉGIONAUX :	Afrique	
SECONDE NATIONALITÉ : (LE CAS ÉCHÉANT)		
ÉTAT CIVIL :	Marié	
LISTE A/LISTE B :	Liste B	
LANGUES	Langue maternelle : Français	
- ANGLAIS	(à l'écrit) Confirmé	(à l'oral) Confirmé
- FRANÇAIS	(à l'écrit) Confirmé	(à l'oral) Confirmé
- AUTRES	Swahili : (à l'écrit) Intermédiaire	(à l'oral) Intermédiaire
	: (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>>	(à l'oral) Veuillez sélectionner>>>
	: (à l'écrit) Veuillez sélectionner>	(à l'oral) Veuillez sélectionner>>>
	: (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>>	(à l'oral) Veuillez sélectionner>>>
QUALIFICATIONS ACADÉMIQUES : <i>Date, établissement, diplôme(s) obtenu(s) (en commençant par le plus récent)</i> • Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées		
01/2023 - <i>Institution :</i> Université catholique de Louvain - <i>Diplôme(s) obtenu(s) :</i> Doctorat en droit : Droit pénal international Sujet de thèse : « L'obligation d'extrader ou de poursuivre les auteurs des crimes internationaux : combler les lacunes du droit conventionnel ».		

01/2023

- *Institution* : Vrije Universiteit Brussel
- *Diplôme(s) obtenu(s)* : Doctorat en droit : Droit pénal international
Sujet de thèse : « L'obligation d'extrader ou de poursuivre les auteurs des crimes internationaux : combler les lacunes du droit conventionnel ».

2016

- *Institution* : Académie de droit international de La Haye
- *Diplôme(s) obtenu(s)* : Certificat de participation (Cours d'été de droit international public)

2018

- *Institution* : Commission du droit international des Nations Unies
- *Diplôme(s) obtenu(s)* : Certificat de participation (Séminaire de droit international)

2012

- *Institution* : Université catholique de Bukavu (UCB)
- *Diplôme(s) obtenu(s)* : Diplôme d'études approfondies en droit international humanitaire et droits humains (BAC + 6)

2008

- *Institution* : Université officielle de Bukavu
- *Diplôme(s) obtenu(s)* : Licence en droit (BAC + 5)

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE : Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par le plus récent)

- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées

- Veuillez indiquer la pertinence de l'expérience par rapport à la candidature présentée sous la liste A ou B, le cas échéant

09/2024 – Présent

- *Employeur* : Vrije Universiteit Brussel
- *Intitulé du poste* : Professeur de droit international
- *Autres informations* : Principales tâches et responsabilités :
Conception et enseignement des cours : Conception et enseignement d'un cours de niveau master consacré aux questions avancées de droit international public, assimilant les principes fondamentaux aux problématiques contemporaines des relations internationales et de la gouvernance mondiale.
Modules de formation : Élaboration et enseignement de quatre modules complets : Nature et évolution du droit international – approches critiques et cadres théoriques ; Sources du droit international – interprétation des traités, droit coutumier, principes généraux et moyens auxiliaires ; Responsabilité de l'État – examen et analyse des Articles de 2001 de la Commission du droit international (CDI) et des débats émergents postérieurs à 2001 ; Mise en œuvre du droit international – mécanismes, défis liés au respect des obligations et tendances juridictionnelles.
Intégration de la jurisprudence : Intégration de l'analyse de la jurisprudence de la Cour internationale de Justice, des juridictions régionales des droits de l'homme, des tribunaux arbitraux et d'autres instances afin de renforcer le raisonnement pratique et la rédaction juridique.
Encadrement de la recherche : Direction de mémoires de master et de travaux de recherche en droit international public et disciplines connexes, en fournissant un accompagnement méthodologique et substantiel.
Mentorat et développement académique : Accompagnement d'étudiants se destinant à des carrières internationales et à des activités de plaidoirie, en développant leurs compétences en plaidoirie, en recherche et en travail d'équipe.
Évaluation : Conception et évaluation de travaux écrits et de présentations orales en vue d'apprécier la compréhension et l'application pratique des principes du droit international.
Contribution aux programmes : Contribution au développement des programmes de la Faculté de droit et de criminologie, en veillant à l'alignement des enseignements avec les travaux récents de la Commission du droit international et l'évolution de la jurisprudence internationale.

2024 – Présent - <i>Employeur :</i> - <i>Intitulé du poste :</i> - <i>Autres informations :</i>	Ministère de la Justice de la République démocratique du Congo – Groupe de travail pour la justice internationale Conseil de l'État devant la Cour internationale de Justice – Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar : intervention de 11 États) Principales tâches et responsabilités : Contribution à la rédaction de la Déclaration d'intervention au titre de l'article 63 du Statut de la Cour au nom de la République démocratique du Congo. Conseil et assistance dans l'élaboration de la position juridique et de l'approche interprétative de l'État intervenant concernant les obligations découlant de la Convention sur le génocide de 1948. Réalisation de recherches juridiques approfondies sur la Convention, la jurisprudence de la CIJ et les travaux préparatoires pertinents. Rédaction et révision d'écritures portant sur des questions de compétence, d'interprétation et de procédure soulevées par l'intervention. Coordination avec les autorités nationales, les experts et l'équipe contentieuse afin d'assurer l'exactitude, la cohérence et l'alignement des arguments avec l'objet et le but de la Convention. Interaction avec le Greffe de la Cour et liaison avec les représentants des autres États intervenants sur les questions procédurales et les calendriers. Contribution à des réflexions stratégiques plus larges sur le rôle des interventions d'États tiers dans le renforcement de l'application de l'interdiction du génocide en droit international.
2023 – Présent - <i>Employeur :</i> - <i>Intitulé du poste :</i> - <i>Autres informations :</i>	Ministère de la Justice de la République démocratique du Congo – Groupe de travail pour la justice internationale Conseil de l'État devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples Principales tâches et responsabilités : Représentation de la République démocratique du Congo dans l'Affaire n° 007/2023 – République démocratique du Congo c. Rwanda, première requête interétatique introduite devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. Élaboration et perfectionnement soutenu de la stratégie contentieuse, axée sur les violations de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Rédaction et révision des écritures et mémoires, notamment les requêtes, les répliques et les observations sur les exceptions préliminaires, en veillant à la précision factuelle, à la cohérence et au respect des exigences procédurales. Réalisation de recherches juridiques avancées sur la jurisprudence de la Cour, les pratiques régionales comparées et les précédents internationaux relatifs à la compétence, à la recevabilité et à la responsabilité des États. Coordination avec les institutions nationales, les ministères et les experts techniques en vue de recueillir et d'analyser les éléments de preuve, témoignages et documents justificatifs. Interaction avec le Greffe de la Cour et les conseils de la partie adverse sur les questions procédurales, en assurant le respect du Règlement de la Cour et des délais impartis. Collaboration avec l'équipe contentieuse afin d'anticiper les difficultés procédurales, préparer les répliques et harmoniser le raisonnement juridique avec la présentation des preuves. Conseil aux autorités nationales sur le suivi procédural, les mesures de mise en œuvre et la communication externe relative à la procédure en cours. Contribution à des réflexions plus larges sur le contentieux interétatique devant la Cour africaine, notamment en matière de réforme procédurale, de conformité des États et de développement institutionnel du système africain des droits de l'homme. Participation aux audiences orales sur les exceptions préliminaires, avec présentation des arguments juridiques et réponses aux questions de la Cour. Présentation d'arguments convaincants au cours des audiences, ayant permis d'obtenir des décisions favorables au client sur les exceptions préliminaires. Rédaction d'avis juridiques et de mémorandums sur des questions complexes relatives aux étapes ultérieures de l'affaire.
06/2023 – Présent - <i>Employeur :</i> - <i>Intitulé du poste :</i> - <i>Autres informations :</i>	Conseil supérieur de la magistrature de la République démocratique du Congo Procureur de la République Principales tâches et responsabilités :

	Direction du ministère public au niveau juridictionnel, en supervisant l'application du droit pénal et en veillant à une administration efficace et impartiale de la justice. Supervision et coordination du travail des substituts du procureur et des officiers de police judiciaire, en fournissant des orientations stratégiques et en garantissant le respect des procédures. Élaboration et mise en œuvre de stratégies de poursuite dans des affaires pénales, économiques et de droits de l'homme complexes afin de renforcer l'efficacité et la cohérence de l'action publique. Direction et suivi des enquêtes pénales, en assurant la légalité, la célérité et l'intégrité des procédures, de l'enquête au procès. Représentation de l'État et de l'intérêt public devant les juridictions nationales dans les affaires pénales, civiles et administratives. Veille à l'exécution des décisions judiciaires ainsi qu'à l'application des lois et règlements relatifs à l'ordre public et à la justice. Conseil et assistance aux autorités judiciaires par l'émission d'avis motivés et de recommandations relevant de la compétence du ministère public. Promotion de l'éthique professionnelle, de la discipline et du renforcement des capacités des magistrats du parquet et des agents judiciaires subordonnés. Contribution à l'élaboration de la politique criminelle nationale, notamment à travers la participation à des réunions interinstitutionnelles et à des initiatives de réforme judiciaire.
2023 – 07/2025 - <i>Employeur :</i> - <i>Intitulé du poste :</i> - <i>Autres informations :</i>	Ministère de la Justice de la République démocratique du Congo – Groupe de travail pour la justice internationale Conseil d'État devant la Cour internationale de Justice Principales tâches et responsabilités : Intervention en qualité de conseil devant la CIJ dans la procédure consultative relative à la Demande d'avis consultatif sur les obligations des États en matière de changement climatique, portant sur les obligations des États relatives au changement climatique en droit international. Contribution à la rédaction de l'exposé écrit et des documents justificatifs soumis au nom de la République démocratique du Congo. Réalisation de recherches juridiques et rédaction d'arguments relatifs à l'interprétation et à l'application du droit international coutumier, des instruments relatifs aux droits de l'homme et des obligations conventionnelles pertinentes en matière de changement climatique. Participation à des réunions stratégiques internes visant à définir la position juridique de la RDC en cohérence avec les initiatives multilatérales plus larges en faveur de la justice climatique.
2023 – 2024 - <i>Employeur :</i> - <i>Intitulé du poste :</i> - <i>Autres informations :</i>	Ministère de la Justice de la République démocratique du Congo – Groupe de travail pour la justice internationale Conseil d'État devant le Tribunal international du droit de la mer Principales tâches et responsabilités : Intervention en qualité de conseil auprès du Tribunal international du droit de la mer dans le cadre de l'avis consultatif sur le changement climatique et le droit international de la Commission des petits États insulaires sur le changement climatique et le droit international (COSIS), contribuant à l'élaboration de la position juridique de la RDC concernant les obligations des États au titre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM). Rédaction d'observations écrites et coordination des contributions juridiques portant sur des questions procédurales (compétence et recevabilité) et substantielles (obligations primaires et secondaires des États). Réalisation de recherches juridiques et stratégiques sur l'intersection émergente entre changement climatique, gouvernance des océans et responsabilité des États. Assistance dans la formulation des écritures relatives à l'interprétation des dispositions de la CNUDM concernant la diligence raisonnable, l'évaluation de l'impact environnemental et la coopération. Interaction avec le Greffe et les experts-conseils afin de garantir la conformité procédurale et l'exactitude technique des écritures. Soutien de et contribution à l'alignement de l'intervention de la RDC avec sa diplomatie environnementale et ses engagements climatiques internationaux.

09/2019 – 08/2023	- <i>Employeur :</i> Institut Max Planck Luxembourg de droit procédural international, européen et réglementaire - <i>Intitulé du poste :</i> Chercheur - <i>Autres informations :</i> Principales tâches et responsabilités : Conduite de recherches interdisciplinaires sur le règlement des différends internationaux et le droit procédural, couvrant tant les mécanismes juridictionnels que les modes alternatifs de règlement des différends. Contribution à la Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law (MPEiPro - Encyclopédie Max Planck du droit procédural international) par la rédaction, la révision et l'édition de notices doctrinales relatives à l'adjudication internationale et aux développements procéduraux. Soutien à la coordination éditoriale du projet MPEiPro par le suivi des contributions, la garantie de la cohérence terminologique et structurelle, ainsi que la liaison avec les auteurs et les éditeurs. Rédaction de notes de recherche, de synthèses analytiques et de rapports de référence pour des projets institutionnels et des publications académiques. Organisation et participation à des conférences internationales, ateliers et séminaires portant sur le droit procédural, la justice transitionnelle et le règlement des différends. Maintien d'une collaboration active avec des chercheurs et des institutions au sein et au-delà du réseau Max Planck, favorisant des approches comparatives et multidisciplinaires de la justice procédurale. Suivi et analyse de la jurisprudence des juridictions et tribunaux internationaux (CIJ, CPI, TIDM, CIRDI, CEDH, etc.) afin d'identifier les tendances procédurales émergentes. Rédaction et co-rédaction de publications évaluées par les pairs, contribuant à l'avancement des connaissances en droit procédural international et comparé. Présentation des résultats de recherche lors de conférences académiques, renforçant la visibilité scientifique et l'engagement de l'Institut dans les réseaux mondiaux de recherche.
03/2016 – 06/2023	- <i>Employeur :</i> Commission du Service Judiciaire de la République démocratique du Congo - <i>Intitulé du poste :</i> Juge à la Haute Cour - <i>Autres informations :</i> Principales tâches et responsabilités : Présidence d'affaires civiles et pénales complexes, dans le respect des principes d'équité, d'impartialité et de célérité de la justice. Rédaction d'avis juridiques et de jugements motivés clarifiant l'interprétation et l'application des lois, règlements et dispositions constitutionnelles. Examen des conclusions, requêtes et éléments de preuve afin d'en apprécier la recevabilité et la pertinence conformément aux règles de procédure. Encadrement du personnel judiciaire sur la gestion des audiences, les normes probatoires et la déontologie professionnelle. Rationalisation des pratiques de gestion et de programmation des affaires, contribuant à une réduction significative de l'arriéré judiciaire. Gestion transparente des risques de conflits d'intérêts visant à renforcer la confiance du public dans l'intégrité de l'institution judiciaire. Participation à des initiatives de réforme juridique et de formation professionnelle par la mise à profit d'une solide expérience judiciaire. Renforcement de la confiance du public dans le système judiciaire au moyen d'activités de sensibilisation et d'initiatives d'éducation juridique.
2023	- <i>Employeur :</i> Ministère des Affaires étrangères de la République démocratique du Congo - <i>Intitulé du poste :</i> Délégué plénipotentiaire – Négociation de traités - <i>Autres informations :</i> Principales tâches et responsabilités : Représentation de la République démocratique du Congo en qualité de délégué plénipotentiaire dans les négociations diplomatiques ayant conduit à l'adoption de la Convention de Ljubljana–La Haye sur la coopération internationale en matière d'enquête et de poursuite du génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et autres crimes internationaux (Convention MLA). Participation aux séances plénières et aux comités de rédaction, avec contribution à la négociation des dispositions substantielles et procédurales relatives à l'entraide judiciaire et à la coopération judiciaire internationale.

	Défense des positions nationales et des priorités juridiques de la RDC relatives à la responsabilité des crimes internationaux, à la protection des victimes et des témoins, ainsi qu'à la coopération entre États. Apport d'une expertise juridique sur les dispositions relatives au partage des preuves, à l'extradition et aux mécanismes de coopération juridictionnelle en droit pénal international. Participation à des consultations bilatérales et multilatérales avec des délégations étatiques, des organisations internationales et des missions d'observation en vue de la construction d'un consensus sur les principales dispositions du traité. Coordination avec le Ministère de la Justice et le Ministère des Affaires étrangères afin d'assurer l'alignement des positions de négociation avec les cadres juridiques et institutionnels nationaux. Contribution à la révision finale et à l'adoption du texte de la Convention, dans le respect de standards équilibrés de coopération internationale. Renforcement de la visibilité et de l'engagement de la RDC dans les efforts internationaux de consolidation des mécanismes de responsabilité pour les crimes d'atrocité. Conduite de recherches juridiques approfondies et production d'analyses destinées à éclairer les processus décisionnels.
2023 - <i>Employeur :</i> - <i>Intitulé du poste :</i> - <i>Autres informations :</i>	Conférence diplomatique de Ljubljana relative à la Convention MLA Membre du Comité de rédaction juridique Principales tâches et responsabilités : Participation en qualité de membre du Comité de rédaction juridique désigné par la plénière de la Conférence diplomatique de Ljubljana pour la finalisation du texte de la Convention MLA. Examen, affinage et harmonisation des dispositions conventionnelles en vue d'assurer la cohérence juridique, l'uniformité terminologique et la conformité aux standards internationaux de rédaction des traités. Rédaction et révision de formulations juridiques complexes relatives à l'entraide judiciaire, à l'extradition, à la coopération en matière de preuve et aux procédures judiciaires internationales. Évaluation de la compatibilité des amendements proposés avec les instruments juridiques internationaux existants ainsi qu'avec les principes de souveraineté et de compétence des États. Collaboration étroite avec le président du Comité, les rapporteurs, ainsi qu'avec les représentants des États et des organisations internationales afin de rapprocher des positions juridiques divergentes et parvenir à un consensus rédactionnel. Assurance de la cohérence linguistique et structurelle des versions anglaise et française de la Convention conformément aux pratiques diplomatiques de rédaction des traités. Fourniture d'interprétations juridiques expertes lors des discussions plénières et des sessions de travail, en clarifiant la portée et les implications de dispositions conventionnelles spécifiques. Contribution à la préparation du texte consolidé final soumis à l'adoption de la plénière de la Conférence. Adaptation rapide à des environnements de négociation complexes et évolutifs. Gestion rigoureuse du temps afin d'assurer la finalisation des travaux dans les délais impartis.
11/2018 – 02/2022 - <i>Employeur :</i> - <i>Intitulé du poste :</i> - <i>Autres informations :</i>	Ministère de la Justice de la République démocratique du Congo Assistant juridique auprès des conseils devant la Cour internationale de Justice – Affaire des Activités armées sur le territoire du Congo (RDC c. Ouganda) – Phase des réparations Assistance à l'équipe de conseils représentant la République démocratique du Congo dans la phase des réparations devant la Cour internationale de Justice. Recherche juridique approfondie sur la responsabilité internationale des États, les régimes de réparation des faits internationalement illicites et les règles procédurales applicables devant la CIJ. Analyse de la jurisprudence de la Cour internationale de Justice, de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour permanente de justice internationale en matière de réparation des violations graves du droit international. Examen et évaluation des éléments de preuve et des rapports d'experts relatifs aux pertes humaines, aux déplacements forcés, à la destruction de biens et à l'exploitation des ressources naturelles. Rédaction de mémoires juridiques, de correspondances et de sections d'écritures relatifs au lien de causalité, à l'évaluation des dommages et aux méthodes de quantification des réparations. Coordination et vérification des pièces documentaires afin d'en garantir l'exactitude et la conformité aux exigences procédurales.

	Participation aux réunions stratégiques internes en vue d'harmoniser les arguments juridiques, les éléments factuels et les témoignages d'experts, ainsi qu'à la préparation des audiences et des réponses aux questions de la Cour. Élaboration de notes analytiques postérieures à l'arrêt portant sur le raisonnement de la Cour et ses implications pour le droit des réparations et la responsabilité internationale.
07/2009 – 03/2016 - <i>Employeur :</i> - <i>Intitulé du poste :</i> - <i>Autres informations :</i>	Commission du Service Judiciaire de la République démocratique du Congo Vice-procureur de la République Veille au respect des actes législatifs et réglementaires ainsi qu'à l'exécution des décisions judiciaires dans les matières touchant à l'ordre public et à l'État de droit. Supervision de l'application de la loi pénale et engagement des poursuites d'office dans les affaires relevant de l'intérêt public. Direction de poursuites dans des affaires pénales complexes dans le respect des normes juridiques et de l'intégrité procédurale. Supervision et coordination des officiers de police judiciaire afin de garantir la légalité et l'efficacité des enquêtes. Maintien de l'ordre dans les cours et tribunaux, sans préjudice de l'autorité du juge président en matière de discipline d'audience. Représentation du Ministère public devant l'ensemble des juridictions, y compris la Cour de cassation, les cours d'appel et les juridictions de première instance, avec participation aux audiences sans participation aux délibérations. Instruction des infractions pénales, réception des plaintes et dénonciations, conduite des enquêtes et engagement des poursuites devant les juridictions compétentes. Intervention en matière civile et administrative par la formulation d'avis juridiques motivés ou l'introduction d'actions dans l'intérêt public ou au nom de personnes vulnérables. Demande de désignation d'avocats ou de tuteurs afin de garantir la représentation des personnes dépourvues de capacité juridique ou de conseil. Intervention d'office en qualité de partie principale ou intervenante lorsque la loi ou l'intérêt public l'exigeait. Contribution à la protection des droits et de l'ordre public par le biais de poursuites impartiales, de contrôle judiciaire et de l'application stricte de la loi.
AUTRES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES PERTINENTES : - <i>Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées</i>	
Consultance	- Juin-août 2025 : Expert juridique principal, Enquête et analyse des crimes de masse et du génocide commis en RDC, Fonds national des réparations des victimes des violences sexuelles liées aux conflits et des victimes des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité (FONAREV). - 2003 – Présent : Expert en droit des droits humains pour la préparation d'un projet financé par le VLIR-UOS (projet REINFORCE). - Février-juillet 2018 : Consultance de courte durée, Approche du développement fondée sur les droits humains, Agence belge de développement – ENABEL. Responsabilités éditoriales - Encyclopédie Max Planck du droit international procédural – Rédacteur associé - <i>The Military Law and the Law of War Review</i> – Évaluateur par les pairs - Annuaire africain des droits de l'homme – Évaluateur par les pairs - Revue québécoise de droit international – Évaluateur par les pairs Bénévolat - Mai 2025 – Présent : Vice-président du Réseau francophone de droit international, chargé de la recherche. - 2014 – 2023 : Directeur national, Initiatives pour la paix et les droits humains (iPeace).

PUBLICATIONS LES PLUS PERTINENTES

Ouvrages

Monographie

- *L'obligation d'extrader ou de poursuivre les auteurs des crimes internationaux : combler les lacunes du droit conventionnel* (Bruxelles, Bruylant, 2025).

Articles de revues internationales

- « Les obligations environnementales des entreprises dans les conflits armés », *International Review of the Red Cross*, 2024, p. 1–31 [avec Benjamin Traoré].
- « Poursuivre le viol en tant que crime de guerre en République démocratique du Congo : défis et enseignements tirés des tribunaux militaires » (2021) 59(1) *The Military Law and the Law of War Review* 44 [avec Pacifique Muhindo].
- « La construction des droits devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples : comprendre la procéduralisation des droits substantiels » (2020) 4 *African Human Rights Yearbook* 1.
- « Le système africain de protection des droits de l'homme et le droit international humanitaire » (2018) 2 *Annuaire africain des droits de l'homme* 1 [avec Junior Mumbala, A.].
- « La Convention des Nations Unies contre la torture oblige-t-elle les États parties à incriminer la torture dans leur droit interne ? » (2019), *Harvard International Law Journal*.
- « La (non-)volonté de mettre en œuvre les recommandations de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples : réexamen des décisions *Endorois* et *Mamboleo* » (2018) 2 *African Human Rights Yearbook* 400 [avec Inman, D., Smis, S. et Bahati Bahalaokwibuye, C.].
- « Repenser la création fragmentée des juridictions pénales internationalisées en Afrique au profit de la Cour africaine de justice, des droits de l'homme et des peuples » (2017) 1 *Revue belge de droit international* 313 [avec Stefaan Smis].
- « Le régime des obligations positives de prévenir et de poursuivre à défaut d'extrader ou de remettre prévues dans le texte des projets d'articles sur les crimes contre l'humanité provisoirement adoptés par la Commission du droit international » (2017) 30(1) *Revue québécoise de droit international* 1 [avec Stefaan Smis].

Contributions à des ouvrages collectifs

- « La procéduralisation des droits substantiels : le système africain des droits de l'homme », dans H. Ruiz Fabri, E. Stopioni et O. Baillet (dir.), *Human Rights and Procedure: Perspectives in International Law* (Hart, à paraître).
- « À propos de quelques développements récents en droit international pénal : notes cursives sur le projet de convention sur la prévention et la répression des crimes contre l'humanité », dans Segihobe, J.P. et Mingashang, I. (dir.), *Le droit pénal entre douleur et enchantement dans le contexte contemporain. Liber amicorum doyen Raphaël Nyabirungu*, Bruxelles, Bruylant, 2021, p. 803–866.
- « La justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels dans la jurisprudence congolaise », dans Muhindo Madadju, P. et Cifende, M. (dir.), *Normativité et pratiques juridictionnelles : la mise en œuvre des droits de l'homme en R.D. Congo. Liber amicorum Bâtonnier Thomas Lwango Kanshavu*, Paris, L'Harmattan, 2022, tome I, p. 315–336.

Notices encyclopédiques

- « Requête individuelle : Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) », dans Ruiz Fabri, H. (dir.), *Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law* (Oxford University Press) [à paraître, 2026].
- « Procès : juridictions et tribunaux pénaux internationaux », dans Ruiz Fabri, H. (dir.), *Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law* (Oxford University Press) [à paraître, 2026].
- « La Cour pénale spéciale en République centrafricaine : aspects procéduraux », dans Ruiz Fabri, H. (dir.), *Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law* (Oxford University Press, 2022).

Blogs spécialisés en droit international

- « Symposium sur la Convention de Ljubljana–La Haye relative à l'entraide judiciaire : réflexions critiques – l'obligation *Aut Dedere Aut Judicare* » (*OpinioJuris*, 31 juillet 2023).

- [avec Bruno Biazatti] « La Convention de Ljubljana–La Haye sur l’entraide judiciaire : la lacune a-t-elle été comblée ? » (*EJIL: Talk!*, blog de l’*European Journal of International Law*, 12 juin 2023).
- « Symposium *States of Justice* : et si nous prenions réellement au sérieux le critère du "non désireux ou incapable ? », symposium consacré au nouvel ouvrage d’Oumar Ba, *States of Justice: The Politics of International Criminal Court* (*OpinioJuris*, 19 août 2020).
- [avec Tetevi Davi] « Encore un revers : la Côte d’Ivoire met fin à l’accès des individus et des ONG à la Cour africaine » (*EJIL: Talk!*, blog de l’*European Journal of International Law*, 19 mai 2020).
- [avec Jakjimovska Viktorija] « Protection de l’environnement dans les conflits armés non internationaux : y sommes-nous enfin ? » (*EJIL: Talk!*, blog de l’*European Journal of International Law*, 16 juillet 2019).

SEMINAIRES ET CONFÉRENCES LES PLUS PERTINENTS

- « La guerre juridique (*lawfare*) et les limites procédurales de l’adjudication internationale », atelier intitulé *Au-delà de la diplomatie et de la légalité : les implications de la judiciarisation continue de la paix et de la sécurité*, Université du Luxembourg, 26–27 janvier 2026.
- « Fécondation croisée procédurale et autonomie juridictionnelle à la Cour africaine des droits de l’homme et des peuples : réflexions sur l’arrêt RDC c. Rwanda », conférence invitée, Université du Luxembourg, 28 janvier 2026.
- « L’application des lois de la guerre aux champs de bataille numériques : défis liés à la responsabilité des États et à l’attribution », 10^e édition du Programme régional de formation des Grands Lacs en droit international humanitaire et droits de l’homme, conférence intitulée *Relever les défis juridiques et éthiques posés par les drones, la cyberguerre et l’intelligence artificielle dans les conflits armés*, Nairobi, 2025.
- [Co-organisation] « Évacuation des civils dans les conflits armés », Programme régional de formation des Grands Lacs en droit international humanitaire et droits de l’homme, Kigali, 11–16 novembre 2024.
- « Nouveau traité international sur l’entraide judiciaire et l’extradition : quelles perspectives pour prévenir et réprimer les crimes internationaux en Afrique ? », 10^e Forum de la Commission de l’Union africaine pour le droit international, siège de l’Union africaine, Addis-Abeba, 20–21 mai 2024.
- « Nouveau traité international sur l’entraide judiciaire et l’extradition : quelles perspectives ? », conférence intitulée *Lutter contre l’impunité des crimes internationaux : la réponse de l’Union européenne à la guerre en Ukraine et au-delà*, Université libre de Bruxelles, 19 mars 2024.
- « Une avancée majeure pour mettre fin à l’impunité des atrocités de masse : la Convention de Ljubljana–La Haye sur la coopération internationale en matière d’enquête et de poursuite du crime de génocide, des crimes contre l’humanité, des crimes de guerre et d’autres crimes internationaux », conférence organisée par Cardozo Law School à New York et la branche américaine de l’International Law Association (ABILA), 15 novembre 2023.
- « Développements récents en droit pénal international : la Convention de Ljubljana–La Haye sur l’entraide judiciaire », Programme régional de formation des Grands Lacs en droit international humanitaire et droits de l’homme, Kigali, 10 octobre 2023.
- « Les projets de principes de la Commission du droit international relatifs à la protection de l’environnement en période de conflit armé », conférence intitulée *Conflits armés et préservation de la biodiversité dans la région des Grands Lacs : bilan et perspectives*, Programme régional de formation des Grands Lacs en droit international humanitaire et droits de l’homme, Kigali, 9 octobre 2023.
- « La procéduralisation des droits substantiels : le système africain des droits de l’homme », conférence intitulée *Droits de l’homme et procédure : perspectives du droit international*, Institut Max Planck, Luxembourg, 6–7 juillet 2023.
- « La Convention de Ljubljana–La Haye sur la coopération internationale en matière d’enquête et de poursuite du crime de génocide, des crimes contre l’humanité, des crimes de guerre et d’autres crimes internationaux », Institut Max Planck de Luxembourg pour le droit procédural, Luxembourg, 7 juin 2023.
- « L’obligation d’extrader ou de poursuivre les personnes accusées de crimes internationaux : combler les lacunes du droit conventionnel », Institut Max Planck, Luxembourg, 11 janvier 2023.
- « L’obligation d’extrader ou de poursuivre les auteurs de crimes internationaux en droit international coutumier : démystifier le mythe des normes de *jus cogens* », L&C Talks, VUB, Bruxelles, 16 décembre 2022.

- « Poursuivre le viol en tant que crime de guerre en République démocratique du Congo : enseignements et défis issus des tribunaux militaires », 22^e Congrès de la Société internationale de droit militaire et de droit de la guerre, Florence, Italie, 10–14 mai 2022.
- « La construction des droits dans la jurisprudence de la Cour africaine des droits de l’homme et des peuples », séminaire de formation organisé par le Tribunal international du droit de la mer (ITLOS) et la Fondation Nippon, Institut Max Planck, Luxembourg, 22 avril 2022.
- « Façonner l’avenir du principe *Aut Dedere Aut Judicare* : l’étonnante fonction coercitive des droits de l’homme », Conférence annuelle Max Planck Law, Berlin, 25–27 octobre 2021.
- « Les enfants soldats dans la jurisprudence de la Cour pénale internationale », conférence intitulée *Les enfants soldats et la prise en compte des enjeux locaux dans la jurisprudence internationale*, Université de Genève, 13 octobre 2021.
- « Droits de l’homme et opérations militaire », 2^e conférence du CICR sur le respect et la mise en œuvre du droit international humanitaire, 11 juin 2021.
- « La compétence des États et le jugement des terroristes », 17^e colloque annuel du Réseau francophone de droit international, 10 mai 2021.
- « L’effet structurant de la procédure à la Cour pénale internationale (CPI) », séminaire de haut niveau intitulé *Qu’est-ce que le droit procédural ? La puissance de la procédure*, Réseau Max Planck Law, 15 janvier 2021.
- « L’effet structurant de la procédure à la Cour pénale internationale (CPI) », Séminaire de formation organisé par le Tribunal international du droit de la mer (ITLOS) et la Fondation Nippon 2020–2021, 17 février 2021.
- « Guillaume Soro c. Côte d’Ivoire : ordonnance en indication de mesures provisoires (Cour africaine des droits de l’homme et des peuples, 22 avril 2020) », séminaire *Rapid Reaction*, Institut Max Planck de Luxembourg pour le droit procédural, 22 mai 2020.
- « La portée de l’obligation de poursuivre le génocide en droit international : l’apport de la Cour européenne des droits de l’homme », colloque international intitulé *Le crime de génocide à la lumière de la jurisprudence des juridictions internationales et nationales : du Tribunal militaire international de Nuremberg à la Cour pénale internationale*, Université catholique de Lyon, 7 novembre 2019.
- « Les projets d’articles sur les crimes contre l’humanité adoptés par la Commission du droit international », *Le Midi* du Centre de droit international et européen (CeDie), Louvain-la-Neuve, 22 janvier 2019.
- « Clarifier la portée et l’application du principe de compétence universelle », 54^e édition du Séminaire de droit international UNOG-ODG, Genève, 19 juillet 2018.
- « Les projets d’articles de la Commission du droit international sur la prévention et la répression des crimes contre l’humanité », VUB L&C Talks, Bruxelles, 12 mai 2017.
- [Co-organisateur] « 70 ans de la Déclaration universelle des droits de l’homme : que célébrer aujourd’hui ? », Programme régional de formation des Grands Lacs en droit international humanitaire et droits de l’homme, Kigali, 10 décembre 2018.
- [Co-organisateur] « Maintenir l’État de droit dans les situations d’urgence et de conflit armé », Programme régional de formation des Grands Lacs en droit international humanitaire et droits de l’homme, Kigali, 12 décembre 2017.
- [Co-organisation] « L’avenir de la poursuite des crimes internationaux en Afrique », Programme régional de formation des Grands Lacs en droit international humanitaire et droits de l’homme, Kigali, 15 décembre 2016.

APPARTENANCE À DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

- Société belge de droit international
- Réseau belge des jeunes chercheurs en droit international
- Association des anciens participants du séminaire de droit international de la Commission du droit international
- Société asiatique de droit international
- Réseau francophone de droit international
- Société québécoise de droit international

DISTINCTIONS REÇUES

- Lauréat du deuxième prix du meilleur article publié en droit international humanitaire, décerné par le Comité international de la Croix-Rouge (2020).
- Bourse de recherche en qualité de chercheur invité, Institut Max Planck de Luxembourg pour le droit procédural (mars–septembre 2019).
- Bourse doctorale, Université catholique de Louvain (2019).
- Boursier de la Commission du droit international (2018).
- Bourse doctorale, Vrije Universiteit Brussel (2018).
- Bourse *Global Minds* – allocation de mobilité pour un doctorat conjoint (VLIR-UOS), Vrije Universiteit Brussel (2017).
- Prix du meilleur magistrat, décerné par la société civile congolaise (2017).
- Boursier de l'Académie de droit international de La Haye (2016).
- Bourse de mobilité doctorale dans le cadre du programme Erasmus Mundus, Vrije Universiteit Brussel (2015).

INTÉRÊTS PERSONNELS

Lecture (avec un intérêt particulier pour l'histoire, les relations internationales et la pensée juridique) ; cuisine ; sport ; voyages internationaux, traduisant une ouverture durable et soutenue à des cultures et perspectives diverses.

DIVERS